

Le Soir d'Algérie - Espace «Retraite» — E.mail : soiretraite@gmail.com

LIBRE DÉBAT

Quel sera le taux de revalorisation des pensions en 2015 ?

Comme pour chaque année et à l'approche du 1^{er} mai 2015, les 2,5 millions de retraités attendent, avec impatience, l'annonce officielle du taux de revalorisation de leurs pension et allocation de retraite. A titre de rappel, la revalorisation des pensions et allocations de retraite est édictée par l'article 43 de la loi n° 83-12 du 02/07/1983, relative à la retraite, modifié et complété par l'article 09 de la loi n° 99-03 du 22/03/1999.

Cet article stipule que : «Les pensions et allocations de retraite sont revalorisées avec effet du 1^{er} mai de chaque année par arrêté du ministre chargé de la Sécurité sociale sur proposition du Conseil d'administration de l'organisme de retraite. Cet arrêté fixe :

- Le coefficient d'actualisation applicable aux salaires servant de base au calcul des nouvelles pensions.

- Le coefficient de revalorisation applicable aux pensions et allocations déjà liquidées.»

Cependant, il y a lieu de rappeler que la revalorisation annuelle des pensions de retraite s'effectue, non pas sur la base du montant net de la dernière pension que perçoivent les retraités (c'est-à-dire avec la majoration exceptionnelle de 2012) mais ne doit s'effectuer techniquement que sur la base du montant du dernier avantage principal déjà revalorisé et actualisé, et ce, pour lui faire subir de nouvelles déductions de la sécurité sociale (-2%) et de nouvelles retenues d'IRG suivant le barème IRG en cours. Et c'est là le gros problème, car les retraités ne comprennent toujours pas pourquoi cette majoration exceptionnelle des pensions de janvier 2012 (NDLR :

décidée par le gouvernement et à la charge du budget de l'Etat), devenue pourtant une composante conséquente de leur pension, ne peut pas être prise en compte lors de toutes les futures revalorisations, alors qu'elle est venue comme une sorte de mise à niveau en vue de réduire l'écart, un tant soit peu, dans l'inégalité flagrante entre les pensions de retraite et les salaires de leurs collègues actifs qui ont bénéficié de plusieurs augmentations de salaire conséquentes, avec des rappels importants ayant un effet rétroactif à compter du 1^{er} janvier 2008.

«Majoration exceptionnelle de 2012, un handicap !»

Voir mes précédentes contributions à ce sujet : «Soir Retraite» du 21/05/2013 : «Libre débat autour

de la revalorisation des pensions pour 2013, retraités ne vous détrompez pas !» ; «Soir Retraite» du 29/04/2014 : «Revalorisation des pensions de retraite pour 2014. Encore une fois, retraités ne vous détrompez pas quant au taux entre 10 % et 15 %», et enfin, «Soir Retraite» du 02/09/2014 : «Depuis l'instauration de la majoration exceptionnelle de 2012, la revalorisation annuelle des pensions de retraite est tronquée». Maintenant et avec le temps, cette majoration exceptionnelle de 2012 est devenue vraiment un handicap, une sorte d'anicroche dans toutes les revalorisations des pensions de retraite et il va falloir trouver une solution technique pour résorber définitivement le montant y afférent afin de l'incorporer directement dans le montant de l'avantage



tage principal par l'instauration, par exemple, d'une 2^e actualisation des pensions de retraite comme celle opérée déjà en 2006, conformément à la circulaire de la CNR n°03/2006 du 6 avril 2006.

En effet, cette actualisation est tant attendue par tous les retraités, particulièrement ceux sortis en retraite avant 2008, afin d'atténuer, un tant soit peu, les grands écarts actuels des revenus entre les salariés actifs de l'après-2008 d'un côté et les retraités de l'avant-2008 de l'autre. Les faibles taux de revalorisations annuelles successifs n'ont jamais pu résorber ces écarts car, là, on parle, bien sûr, d'un taux de revalorisation brut, alors qu'en finalité, le taux de revalorisation net réel n'est égal qu'à peine à la moitié du taux de revalorisation annoncé si l'on tient compte de la déduction des 2% de sécurité sociale, l'augmentation de l'IRG et, surtout, le fait que la majoration exceptionnelle de 2012 ne soit pas concernée par la revalorisation.

A titre de rappel, voici un flashback des revalorisations des pensions de retraites depuis 2002 : 2002 : 3%, 2003 : 4%, 2004 : 4%, 2005 : 4%, 2006 : 4%, 2007 : 4%, 2008 : 5% 2009 : 5%, 2010 : 7%, 2011 : 10%, 2012 : 9% (et ne pas oublier la fameuse majoration exceptionnelle de janvier 2012 (*) variant entre 15% et 30%), 2013 : 11% et 2014 : 12% , soit un cumul total depuis 2002 de 82%.

Austérité et effets de la baisse des prix du pétrole

Souvenez-vous pour l'année dernière (2014) et vu l'aisance de la situation financière de la CNR, le taux de revalorisation des pensions de retraite pour l'année 2014 aurait dû être égal à 15% et non 12% tel que décidé par le ministre

vu que le conseil d'administration de la Caisse nationale des retraites, chiffres et bilan à l'appui, avait opté, à l'unanimité, pour une augmentation d'un taux allant de 10% à 15%. Vous remarquerez que durant ces quatre dernières années, le taux de revalorisation des pensions et allocations de retraite a tout le temps bien franchi, voire dépassé le taux de 10% (12% pour l'année écoulée) et j'espère que les mesures d'austérité décidées pour contrecarrer les effets de la baisse des prix du pétrole n'impacteront point sur le taux de la revalorisation des pensions et allocation de retraite pour cette année. Au contraire et selon le ministre du Travail et de la Sécurité sociale lui-même, les cotisations de la sécurité sociale vont plutôt connaître une amélioration due en partie à l'abrogation de l'article 87 bis qui va concerner les travailleurs classés dans les catégories de 1 à 10 et qui touchera 1,45 million d'employés de la fonction publique et autant dans le secteur économique : cela va permettre de revoir à la hausse le montant des cotisations de sécurité sociale, d'où une répercussion positive sur les recettes des organismes de sécurité sociale, dont la CNR auquel, bien sûr, il faut ajouter les cotisations relatives à la création de 350 000 nouveaux emplois permanents et temporaires que devra connaître cette année l'Algérie, selon le ministre.

M. Benmoumen,
wilaya Aïn Defla 44000

(*) Note de la rédaction : Cette augmentation, dite exceptionnelle, des pensions de retraite a été décidée par le gouvernement, et est à la charge du seul budget de l'Etat, les caisses de retraite n'étant pas impliquées dans son financement.

COURRIER DES LECTEURS

«On ne compare pas une chèvre à une vache !»

Je réponds tardivement au Monsieur de Boumerdès de la Fonction publique qui vient de toucher un très grand nombre de travailleurs de Sonatrach et de ses filiales dans le «Soir Retraite». A mon avis, ses remarques sont infondées et n'ont aucun sens ; il est regrettable de voir de nos jours quelqu'un d'un bas rang social ou un commis de l'Etat, si c'est le mot, ou autres de ses voisins de Sonatrach ou ses proches réagir de cette façon par jalousie ; un homme sage et conscient ne fera pas ça. «El hassoud la yassoud» : notre religion ne le permet pas. Je lui recommanderai de retourner à la raison, c'est Dieu qui donne et qui enrichit et non pas l'être humain.

Le secteur de l'énergie et la Fonction publique sont deux secteurs totalement différents ; on ne compare pas une chèvre à une vache, soyons sérieux. Vous parlez de salaire mon ami, même si on avait le même diplôme ou le même grade social dans un établissement quelconque, tous secteurs confondus, les conditions de travail et de vie ne sont pas les mêmes du tout, donc le salaire diffère.

Ces travailleurs auxquels vous avez fait allusion travaillent dans des conditions très pénibles : vent de sable, chaleur dépassant

parfois les 55° avec les risques qu'ils encourrent, exposés aux nuisances et à la pollution H24, le pétrolier algérien est productif, on ne le compare pas à un fonctionnaire.

Ce qu'il faut savoir aussi : il est très mal rémunéré par rapport à un étranger. Ce dernier est payé 4 ou 5 fois plus que le travailleur algérien «local».

La majorité de ces travailleurs sont à 1000 km de leurs lieux de résidence et de leurs familles, ça se justifie quand même : ils se sont sacrifiés pour que leurs enfants vivent dans de bonnes conditions et avoir une vie décente. Je ne vois pas ici où est la «bahbouha» ou le privilège dont vous avez parlé, là vous exagérez un peu, mon frère. S'il vous plaît revenez un peu en arrière et rappelez-vous de ces journées et de ces nuits passées avec votre famille au chaud et celles passées en bord de mer ou en rase campagne spécialement dans cette localité, et ces achats de fruits et légumes, le poisson bien frais à moindre coût, comment vous les justifiez par rapport à un pétrolier vivant dans une zone industrielle, mettez-vous donc à leur place. C'est tout à fait normal que leur retraite est doublée par rapport à la vôtre, la cotisation n'est plus la même. Je ne le blâme pas ce Monsieur, vu peut-être son maigre revenu et son âge avancé avec une famille à charge, il ne se retrouve plus : je demande à Dieu de l'enrichir et de lui donner tout ce qu'il a envie.

Que Dieu le Tout-Puissant lui pardonne. Merci mes frères «fi Allah». *Essalam oualeikoum !*

H. Skander, retraité du secteur de l'énergie

Bonification de majoration du Sud

Je cherche à bénéficier de la bonification de majoration des années exercées dans deux wilayas du Sud. En 1998, j'ai pris ma retraite la proportionnelle et toujours pas de régularisation. Quelle est la procédure à suivre, s'il vous plaît ? Merci.

Touhami Bekki

RÉPONSE : Cette bonification que vous évoquez ne concerne pas directement le montant des pensions de retraite : le taux de 2,5% par année de cotisation est le même pour tous les retraités, quelle que soit la région du pays, et ce, conformément à la loi relative à la retraite. Sinon, de quelle régularisation vous voulez parler ? Merci de nous le préciser.

Retard dans le paiement des cotisations

Avec mes vifs remerciements pour l'équipe du *Soir d'Algérie* pour la page «Soir Retraite»

qui joue un rôle plus efficace que les services de la Cnas. Que ce soient les services de médiation ou les cellules d'écoute qui sont là, distraits, sans le moindre respect ni considération aux doléances des citoyens. Je parle en connaissance de cause pour la bonne raison que j'ai saisi à plusieurs reprises ces services, et ce, depuis 2013.

Hélas, aucune suite à ce jour. A vrai dire, la sécurité sociale comme son nom l'indique ne marche pas du tout en parallèle avec la politique sociale. On garde une lueur d'espoir pour une écoute et une amélioration des prestations dans ce secteur névralgique et qui peut être à l'origine de ces grèves, ces marches et cette effervescence dans le cadre social, etc.

D'autre part, suite aux instructions de Monsieur le ministre du Travail et de l'Emploi et de la Sécurité sociale pour obliger les employeurs au paiement des cotisations vis-à-vis des caisses de Sécurité sociale.

Pour une mise à niveau financière de ces caisses et encourager ses créanciers pour s'acquitter de leurs créances impayées : il est utile de faire un avantage de dégrèvement d'office des pénalités de retard, comme il a été procédé par la Cnaso vis-à-vis de ses adhérents. A bon entendeur ! Que chacun assume sa part de responsabilité pour un net progrès de l'Algérie.

S. B.